

été 2018

Ressources & Territoires

Gironde
100% connectée :
les coulisses d'un
exploit industriel

Le grand sujet, page 5

Dans le Médoc
et ailleurs, lutter
contre l'érosion
de la biodiversité

page 13

Mineurs étrangers
non accompagnés :
les remettre à
flots...

page 16

L'édito

Sommaire

3-4 > Les brèves d'actu

5 > Gironde 100% connectée :
les coulisses d'un exploit industriel

12 > Télétravailler à Lab'Bonheur

13 > Dans le Médoc et ailleurs, lutter contre
l'érosion de la diversité

16 > Mineurs étrangers non accompagnés :
les remettre à flots...

18 > Les repères

20 > Selfie !



L'objectif du Plan *Gironde Haut Méga* est ambitieux. Il s'agit de raccorder l'ensemble du territoire girondin au Très Haut Débit, là où les opérateurs privés ne s'intéressaient qu'à la Métropole bordelaise et à la ville de Libourne.

Le projet est colossal, comparable à la construction du réseau d'électricité ou d'eau courante dans le siècle passé. De par sa superficie, il constitue le plus grand chantier numérique départemental de France.

Après un premier plan d'urgence achevé en 2017, qui a permis de raccorder 39 communes prioritaires en raison d'une saturation importante de leur réseau, nous entrons cette année dans la phase II du déploiement qui concerne l'ensemble du département.

Pour ce projet, il y a trois mots d'ordre :

Plus vite ! Les travaux seront achevés en 6 ans au lieu des 10 ans initialement prévus.

Plus loin ! C'est l'ensemble des 410 000 foyers et entreprises girondines qui seront raccordés en fibre optique.

Moins cher ! Le financement de l'opération se traduit par une économie de près de 47 millions d'euros pour les collectivités.

Dans ce numéro, *Ressources & Territoires* revient en détail sur la mise en œuvre du projet, portée par le syndicat mixte *Gironde Numérique*, associant les 36 communautés de communes et communautés d'agglomération ainsi que la Région Nouvelle Aquitaine et Bordeaux Métropole. Vous y trouverez le calendrier et le mode d'emploi pour les travaux.

En construisant les infrastructures numériques de demain, le Département prépare l'avenir de la Gironde !

Le Président du Conseil départemental de la Gironde

Jean-Luc Gleyze

Les brèves d'actu

Votre rendez-vous
saisonnier

Ressources
& Territoires

été 2018

est une publication
saisonnière :
> de dossiers et de ressources
pour les acteurs des
territoires et une vitrine
du laboratoire des projets
territoriaux.
> envoyée aux élus locaux
girondins, aux entreprises et
associations qui ont participé
aux pactes territoriaux
> éditée à 13 000 exemplaires

Inscrivez-vous !... En ligne,
à la newsletter de cette
communauté d'acteurs locaux
pour recevoir tous les mois
l'actualité des territoires
girondins et des politiques
publiques départementales
par mail.

Et retrouvez votre journal
trimestriel sur le portail
internet du Département :
gironde.fr/collectivites

Les rendez-vous

12/07/2018

Lancement officiel des activités d'été
du Conseil départemental : CAP33,
Objectif nage, biblio.plage...

03/09/2018

Journée de rentrée pour les 105
collèges de Gironde

13/09/2018

Assises départementales de l'aide à
domicile au Rocher de Palmer à Cenon

13/09/2018

Signature de la Charte européenne
sur l'égalité entre les femmes et les
hommes

22/09/2018

Congrès de l'Union départementale
des sapeurs-pompiers de Gironde

22 et 29/09/2018

Remise des prix départementaux du
paysage récompensant les démarches
de reverdure des centres-bourgs

SE CONNECTER

Les assises du numérique
se dérouleront les 5 et 6
décembre 2018

Thématique : démarche
d'inclusion, médiation et
usages numériques.

CONSEILLER

**Gironde ressources,
l'agence au service
des territoires : 1 an !**

Après une année
d'existence, Gironde
Ressources affiche un bilan
prometteur. **356 adhérents**
(+70% par rapport à 2017).
76% des adhérents sont
des communes de moins de
2 000 habitants (94% ont
moins de 5000 habitants).

Les sollicitations ne cessent
d'augmenter :

380 projets accompagnés

400 réponses apportées
(dont 110 réponses
juridiques, 50 analyses
financières, 50 marchés
publics, 45 évaluations
foncières, 10 conseils
assistances maîtrise
d'ouvrage, 70 conseils
fonciers...)

5 outils ont été créés
et mis à disposition des
adhérents (Plateforme
d'ingénierie Platine, Guide
de l'ingénierie, le Système
d'information géographique,
les déclarations d'intention
d'aliéner DIA de la SAFER...)

L'assemblée générale s'est
soldée par l'officialisation
de 6 premiers partenariats
avec les acteurs de
l'ingénierie girondins : AMG,
AMRG, CAUE, Gironde
numérique, Gironde
tourisme et l'IDDAC.

Contact :
05 56 99 57 70
gironderessources@gironde.fr
gironde.fr/gironde-ressources

**Gironde
Ressources**
L'agence au service
des territoires

ici et
maintenant
la Gironde s'invente



INVENTER

« Ici et maintenant, la Gironde s'invente » est un road
movie de 52 minutes produit par le Département mettant
à l'honneur des initiatives innovantes et positives dans
toute la Gironde. **Ce film présente 17 initiatives sur
l'alimentation, la culture, la viticulture, le vivre ensemble,
le partage, le zéro déchet et l'économie circulaire.**

Fin 2017, l'association *D'Asques et D'Ailleurs*, a sillonné le
département à la rencontre des habitants initiateurs de
projets singuliers : des petits gestes qui transforment en
douceur la société pour un futur désirable.

Le film va être diffusé dans toute la Gironde pour ouvrir le
débat et faciliter, partout et pour tous, le passage à l'acte.

Pour découvrir la bande annonce, les prochaines séances
près de chez vous ou **si vous souhaitez diffuser le film
dans votre commune ou votre association :**

gironde.fr/la-gironde-sinvente

SE DÉPLACER

**Le projet de déplacements
durables du Nord Bassin
d'Arcachon, c'est :**

- le premier projet qui
appréhende toutes les
formes de mobilités

- un projet porté par :
le Département de la
Gironde, la Communauté
d'agglomération du Bassin
d'Arcachon Nord (COBAN),
le Syndicat du Bassin
d'Arcachon Val de l'Eyre
(SYBARVAL), la Région
Nouvelle-Aquitaine, les
communes de Lège-Cap-
Ferret, Arès, Andernos-les-
Bains, Lanton, Audenge,
Biganos, Marcheprime et
Mios

- une méthode de travail
participative et une
concertation préalable
au titre du Code de

l'Environnement, portées
et mises en œuvre par le
Département, en associant
les acteurs et le public à
une réflexion globale sur le
système des mobilités du
territoire.

**Comment se déplacer
aujourd'hui et demain sur
le nord bassin d'Arcachon ?**

C'est la question posée du
14 mai au 30 juin lors d'une
vaste concertation publique
qui aura permis au public
de s'exprimer, s'informer,
contribuer, et donner son
avis.

Retrouvez toutes les
études, les contributions, les
comptes-rendus, les enjeux
et la méthode de travail
concertée sur :

[gironde.fr/projet-de-
deplacements-durables-du-
nord-bassin](http://gironde.fr/projet-de-deplacements-durables-du-nord-bassin)

Photo de couverture : Plan d'urgence Haut Méga
© CD33 - Olivier Panier des Touches

RESSOURCES & TERRITOIRES, le magazine édité
par le Département de la Gironde, Direction de
la Communication - 1 esplanade Charles-de-
Gaulle - CS 71223 - 33074 Bordeaux Cedex -
tél. 05 56 99 33 33 - Directeur de la
Publication : Frédéric Duprat - Rédactrice en
chef : Brigitte Botte - Coordination : Laurence
Tauzin - Rédaction : Brigitte Botte - © photos :
Brigitte Botte, photothèque du Département,
mairie de Saumos, agence Hessamfar & Vérons
- Conception graphique : Graphism&, Marc
Vernier - Fanny Amirault - Impression CID sur
papier recyclé 100% - Dépôt légal : mai 2014 -
Tirage : 13 000 exemplaires - Imprim'vert - ISSN
/ 1143.1555.

la question à Christine BOST

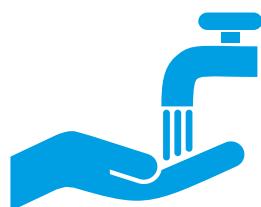
1^{ère} Vice-présidente
chargée des synergies,
stratégies et développement
des territoires



Le Département peut-il aller au-delà des infrastructures numériques ?

Avec le plan Haut Méga, c'est sans conteste un investissement considérable mais surtout indispensable à un aménagement équilibré de la Gironde auquel consent le Département. Il s'agit de mailler en infrastructures l'ensemble du territoire girondin, dans une complémentarité entre urbain et rural. Mais il nous incombe aussi d'aller plus loin en combattant le risque de fracture numérique dite « de second degré » en accompagnant les usages et les pratiques. Il s'agit d'empêcher que de nouvelles inégalités se creusent, en termes de compétences d'utilisation et marginalisent davantage des populations déjà fragilisées. C'est ainsi qu'en Gironde, de nombreux projets, portés par des communes, des intercommunalités ou encore des associations, travaillés dans le cadre des réunions de Conseils de territoire, sont soutenus par le Département. Ils concourent à l'inclusion, à la médiation, au bénéfice des Girondins. C'est sans doute là un nouvel enjeu majeur de solidarité.

DIAGNOSTIQUER
Prévenez le risque
légionelle dans
vos locaux : c'est
obligatoire !



Depuis 2012, une prévention annuelle du risque de légionellose est une obligation légale pour les établissements recevant du public (ERP). Le Laboratoire Départemental d'Analyses est un véritable service de santé publique et propose une intervention complète et globale auprès de votre établissement, assurée par des professionnels accrédités.

LDA Gironde

Laboratoire
départemental
d'analyses



Allée Ferdinand Daguin
33600 Pessac cedex
Tél. 05 57 35 01 90
lda33@gironde.fr
gironde.fr/lda33



LES
TWEETS

Les Archives
départementales
en ligne
dès septembre 2018
archives.gironde.fr

METTRE EN PLACE
SA POLITIQUE VELO
Les étapes clés pour
une mobilité durable
sur votre territoire

Pour tous les territoires, le vélo est un mode de déplacement avantageux et accessible à tous. Des gains considérables, tant pour l'individu que pour les collectivités !

Penser vélo dans la mobilité quotidienne, c'est d'abord structurer sa démarche, ensuite agir en respectant la réglementation, et enfin, se faire accompagner : **le Département vous apporte un appui technique et le cas échéant, des subventions départementales dans le cadre de son Plan départemental vélo.**



Contacts
Le Centre routier départemental
de votre secteur
ou mobilites@gironde.fr
gironde.fr/plan-velo

Martine Jardiné,

vice-Présidente du Conseil départemental de la Gironde chargée de l'habitat, du logement et du développement social, présidente de Gironde Habitat,

a été désignée pour représenter l'assemblée des départements de France (ADF) au sein du Conseil national de l'Habitat, institution garante du droit au logement en France.

Gironde 100% connectée : les coulisses d'un exploit industriel

Desservir 100% du territoire en Très Haut débit en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH), tel est le projet d'aménagement numérique initié par le Conseil départemental et porté par le syndicat mixte *Gironde Numérique*.

Gironde Haut Méga, réseau d'initiative publique, installera 410 000 prises de fibre optique en 6 ans, qui desserviront 511 communes et fourniront l'internet Très Haut Débit aux habitants, aux entreprises, aux établissements scolaires et aux services publics.

Gironde Haut Méga, mode d'emploi.

Retour sur le plan d'urgence 2016-2017

Depuis 2007, date de la création de *Gironde Numérique*, et plus récemment pour les 39 communes du plan d'urgence, le Département a déployé un réseau de fibre optique de 1 100 km de long à destination des opérateurs et des entreprises. D'autre part, il a remplacé partiellement les réseaux historiques cuivre par des réseaux fibre optique afin d'améliorer les débits ADSL. Plus rapides, ces nouveaux réseaux constituent une transition avant le déploiement de la fibre optique jusqu'à chaque abonné, en particulier pour les zones grises.

Le plan d'urgence de modernisation du réseau téléphonique cuivre, a été présenté et expliqué aux habitants de chaque commune : 39 réunions publiques ont eu lieu entre avril 2016 et 2017. Plus de 2 000 habitants ont été rencontrés, afin de présenter de manière aussi précise et pédagogique que possible, l'intérêt de ce type d'opération, le périmètre d'intervention, le plan prévisionnel des travaux et le calendrier global.

Plus de 10 000 foyers et entreprises ont été concernés par ce chantier, financé à hauteur de 3,2 millions d'euros. Ces travaux ont consisté à poser des fourreaux dans le sol et à faire passer la fibre optique.



Travaux du Plan d'urgence



Matthieu Rouveyre, vice-Président du Conseil départemental de la Gironde, chargé de la citoyenneté, des relations avec les usagers, communication et accès numériques

« Les usages domestiques, la télémédecine, l'e-assistance, le télétravail, les territoires connectés, le développement économique nécessitent des débits de plus en plus élevés. C'est pourquoi le Département engage fortement la transformation numérique sur tout le territoire pour répondre à cet enjeu : partager le savoir, travailler, construire et accéder à de nombreux services, innover. Le Conseil départemental lutte concrètement contre une Gironde à deux vitesses et pour ce faire, fédère tous les partenaires publics. 100% des Girondins hors Bordeaux Métropole et Libourne sont concernés, même celles et ceux vivant dans les habitations les plus isolées ! Ensemble, nous entendons pallier la carence de l'initiative privée et agir pour ne laisser personne à l'écart de cette révolution. Ainsi, d'ici six ans, la fibre sera disponible jusqu'à la porte de chaque maison. »

100% fibre optique, 100% équité territoriale

Concomitamment au plan d'urgence, le Département de la Gironde travaille avec *Gironde Numérique* à un plan ambitieux, destiné à trouver un équilibre territorial pérenne et une couverture numérique plus harmonieuse entre la métropole et le reste du territoire. Plus grand département de France avec plus de 1,5 million d'habitants, 538 communes et 10 725 km² de superficie, les opérateurs privés ont délaissé les territoires jugés non rentables, en dehors de Bordeaux Métropole et de la ville de Libourne.

Alors que les besoins en débit augmentent de 30% par an, que les réseaux ADSL sont saturés et que la Gironde accueille 20 000 nouveaux habitants chaque année, le Département refuse une vision de la Gironde à deux vitesses. **Même si la loi n'érige pas l'accès internet en service public obligatoire, la collectivité départementale a fait le choix de l'assurer.**

Dans cette deuxième phase du plan *Gironde Haut Méga* qui va durer 6 ans au lieu des 10 envisagés initialement, il ne s'agit plus de parler d'ADSL. En effet, l'objectif de couverture est ambitieux : couvrir 410 000 habitations et entreprises en FttH (fibre optique jusqu'à l'abonné), grâce à la création d'un nouveau réseau. 113 Nœuds de Raccordement Optique ainsi que 1 224 points de mutualisation seront déployés. La colonne vertébrale existante sera réutilisée pour la construction de ce nouveau réseau de fibre à l'abonné.

Investissement public majeur

Les études préalables et les travaux débutent cette année sur l'ensemble des 27 communautés de communes et d'agglomération girondines concernées. 1 224 chantiers vont ainsi être organisés sur tout le territoire en trois phases de déploiement de 2 ans, soit 6 ans au total. Les zones les plus en déficit ont été priorisées en début de calendrier.

L'existant sera réutilisé le plus possible pour éviter de multiplier les travaux de génie civil : les 1 100 km du premier réseau de fibre optique de *Gironde Numérique*, plus de 50% des fourreaux d'Orange et 34% de réseaux aériens appartenant à Enedis et Orange.

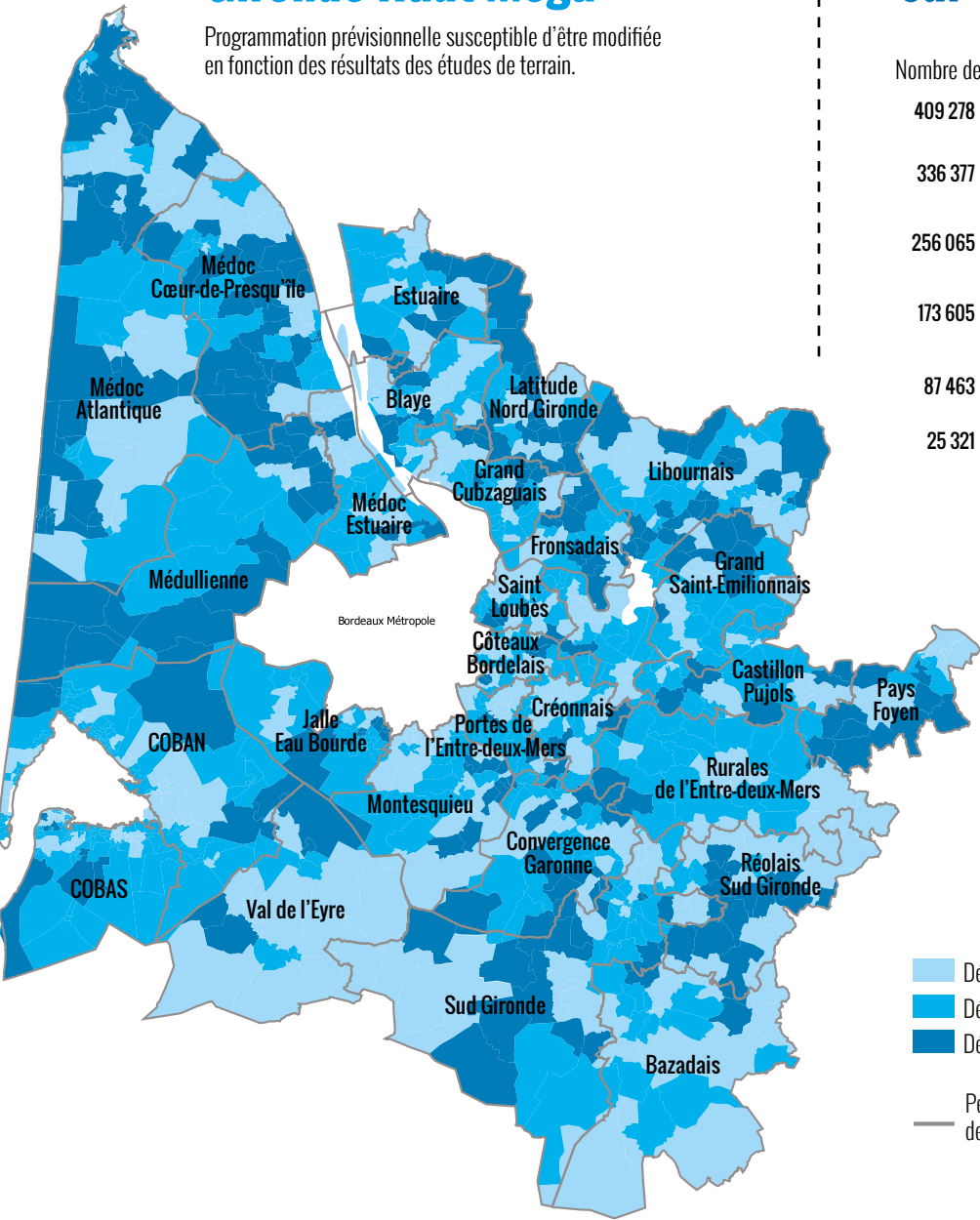
Le réseau de desserte atteindra 28 800 km au total et desservira la totalité des locaux !

Ce projet, coordonné par *Gironde Numérique*, représente un investissement total de 669 millions d'euros avec une part optimisée de subventions publiques de l'État, de la région Nouvelle-Aquitaine, du FEDER, des EPCI et naturellement du Département. La part de financement à la charge du public pour cette opération qui n'est commercialement pas rentable, devrait atteindre 115 millions d'euros au lieu des 231 millions d'euros prévus initialement sur l'ensemble du projet.

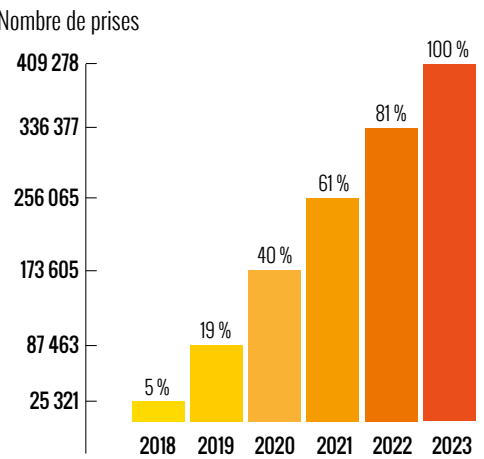
De plus, *Gironde Numérique* et ses adhérents sont propriétaires du réseau et le contrat prévoit un pourcentage de recettes commerciales qui viendront largement minorer les subventions publiques.

La programmation du Plan Gironde Haut Méga

Programmation prévisionnelle susceptible d'être modifiée en fonction des résultats des études de terrain.



Cadence de déploiement sur 6 ans

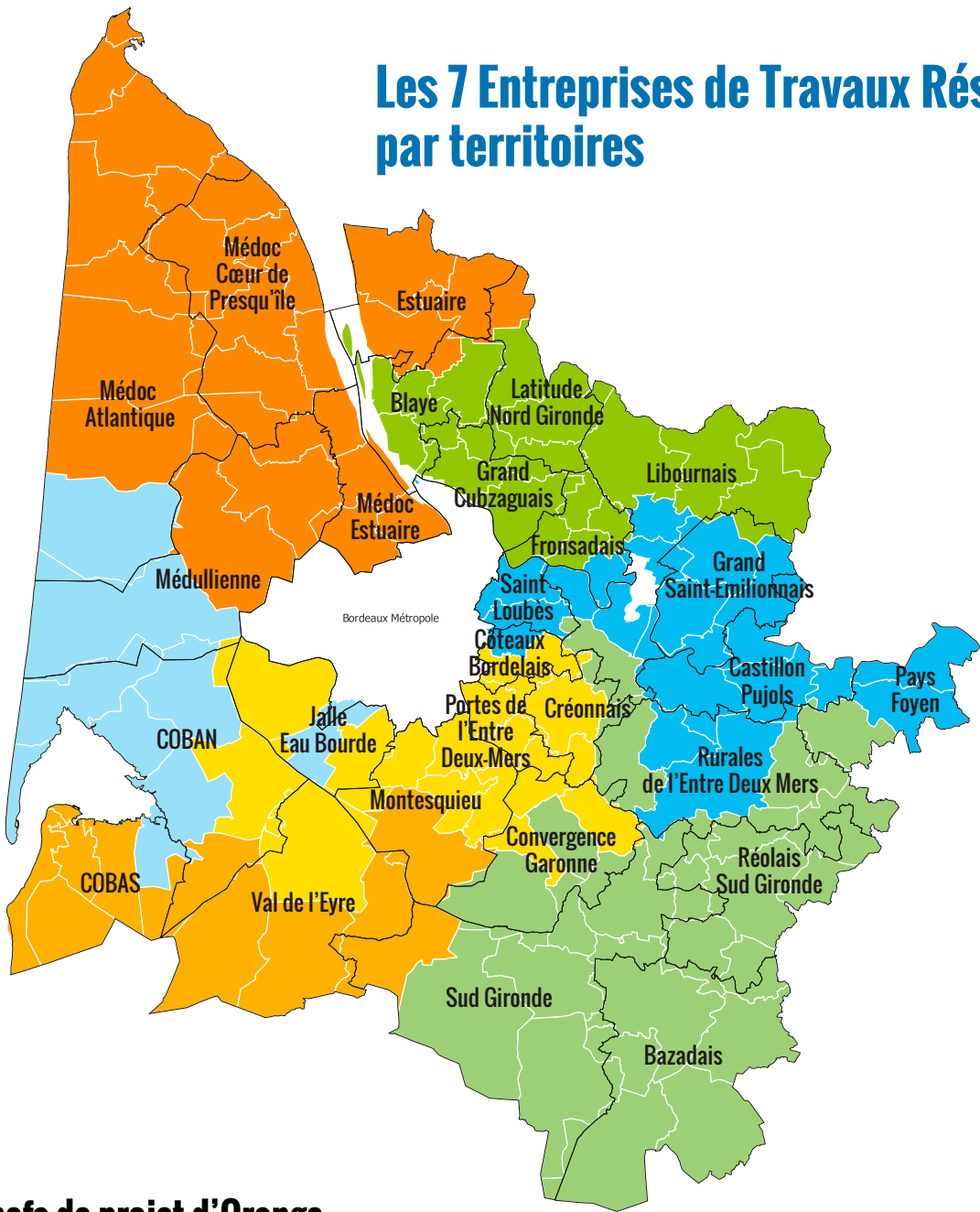




Construction d'un réseau public : mode d'emploi

Gironde Numérique a lancé en 2016 un appel d'offre pour une délégation de service public. **La maîtrise d'ouvrage des travaux a ainsi été confiée à Gironde THD, pour 25 ans.** Filiale d'Orange, Gironde THD est une société de projet créée spécialement pour cette opération et pour assurer la transparence financière. Cette structure légère avec peu de personnel, conçoit, exploite et commercialisera le réseau *Gironde Haut Méga* auprès des opérateurs. Elle s'appuiera sur les équipes opérationnelles d'Orange, qui travaillent avec 7 sous-traitants, nommés Entreprises de Travaux Réseau (ETR) : Eiffage, NGE, INEO Engie, SCOPELEC, SPIE, CIRCET, SOGETREL. Ces sous-traitants se partagent ainsi 7 secteurs du département.

Les 7 Entreprises de Travaux Réseau par territoires



Directeur de projet :
Éric Solères

Marc Bordessoules
Zone SPIE

Frédéric Indurain
Zone NGE

Emmanuelle Laborde
Zone SCOPELEC

Guillaume Bataille
Zone SOGETREL

Thierry Laroumagne
Zone EIFFAGE

Laurence Digot
Zone CIRCET

Karim Ben Allal
Zone INEO Engie

Les chefs de projet d'Orange

Le déploiement débute par les relevés de boîtes aux lettres afin de quantifier précisément le nombre de prises à installer, puis les armoires de rues, appelées points de mutualisation, seront positionnées. Les travaux de déploiement consisteront en la création des artères de génie civil, le déploiement des câbles de transport et de distribution, et les passages en façade.

Le rôle des collectivités est important pour réduire les délais quels qu'ils soient, et notamment pour l'obtention des autorisations de voiries. Elles devront désigner un référent technique par EPCI pour faciliter les échanges, la pose des armoires, signaler les fourreaux existants, mais aussi les travaux à venir, et assurer, le cas échéant, le lien avec l'Architecte des Bâtiments de France.

Les agents des Centres routiers départementaux seront également présents dans le dialogue entre les EPCI et les sous-traitants et permettront de résoudre certains sujets techniques liés notamment à la voirie départementale.

Le déploiement du réseau Gironde Haut Méga

1. Le relevé des boîtes aux lettres

Le comptage des boîtes aux lettres permet de définir le nombre de prises finales à installer et de réaliser un schéma directeur pour dimensionner le réseau

[0 mois]

2. L'installation des nœuds de raccordement optique (NRO)

Cette étape vise à faire converger au sein d'un local technique les lignes des abonnés d'un même secteur ou d'une même commune.
--> Ils seront au nombre de 113 dans le département

3. Le positionnement des points de mutualisation (PM)

Cette armoire permet la répartition de la distribution du très haut débit pour un quartier.
--> Ils seront au nombre de 1 224 sur tout le territoire girondin

4. La mise en place des points de branchement optique (PBO)

C'est le boîtier placé en amont du câblage « client final » où l'on viendra raccorder les prises optiques installées dans les bâtiments.
--> Ils seront au nombre de 100 000 en Gironde

5. Le raccordement final

La prise terminale optique sera installée par l'opérateur qui sera choisi par l'utilisateur final.
--> A la fin du déploiement plus de 410 000 bâtiments seront raccordés

[18 mois]

[3 mois de délai incompressible entre les étapes 4 et 5]

Glossaire

NRA / Nœud de Raccordement Abonné

NRO / Nœud de Raccordement Optique

SRO / Sous Répartiteur Optique

PM / Point de mutualisation

PBO / Point de Branchement Optique

PTO / Prise de Termination Optique

FAI / Fournisseur d'Accès Internet

ETR / Entreprise de travaux réseau

GC / Génie Civil

Création d'emploi local

Enfin, *Gironde Haut Méga*, plan de développement d'infrastructures de réseaux, est un important générateur d'emploi local, le plus souvent qualifié. **Il est prévu la création de 500 emplois en faisant appel aux entreprises locales pour la construction de ce réseau, en année pleine, pendant 6 ans.** De plus, 30% à 50% de ces emplois seront pérennisés car les raccordements continueront dans les années à venir : tireurs de câbles, chefs de projet, raccordeurs en fibre optique... autant de métiers modernes et particulièrement attractifs.

C'est aussi un volet social sans précédent de 178 000 heures d'insertion et 31 549 heures de formation, au total 210 000 heures grâce à la clause sociale d'insertion du marché de travaux.

Enfin, le Département dialogue avec l'Éducation nationale pour développer ou renforcer les formations liées à l'installation de la fibre, comme au lycée professionnel Charles-Péguy à Eysines.



Pierre Ducout,
Président de Gironde Numérique

Gironde Numérique et ses partenaires sont pleinement investis pour la réussite du Plan *Gironde Haut Méga*. Nous coordonnerons les 1 224 chantiers et veillerons au bon déroulement des travaux en lien avec les équipes de terrain. D'ici 6 ans, Gironde Numérique et ses adhérents auront amené la fibre optique aux Girondins hors Bordeaux Métropole et Libourne et les collectivités seront propriétaires du réseau public de fibre optique. Le Département et les Communautés de communes et d'agglomération se mobilisent en faveur du plus grand chantier numérique départemental de France, au service des Girondines et des Girondins !



Arnaud Delaroche,
directeur de Gironde THD

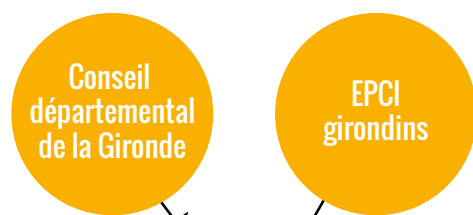
Objectif commun avec le Syndicat mixte Gironde Numérique : apporter le maximum de services aux particuliers et aux entreprises et donc, amener le plus grand nombre d'opérateurs à proposer ces solutions aux clients finaux. Nous travaillons avec les opérateurs dans la construction de nos services et la connaissance des territoires, nous travaillons avec les EPCI pour présenter la zone de chalandise aux opérateurs (événements sur les territoires, publications sur sites internet, informations personnalisées, diagnostics sur les besoins, informations du déploiement de zones complémentaires ou nouvelles). Chacun trouve sa place dans ce vaste projet.

contact@girondetreshautdebit.fr

girondehautmega.fr

Les acteurs du Plan Gironde Haut Méga

Les adhérents



Le maître d'ouvrage

Il possède le réseau et surveille



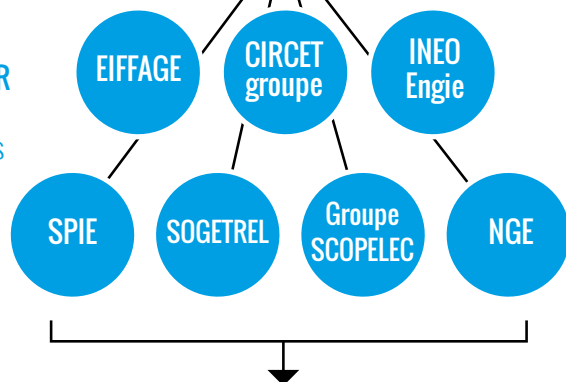
Le maître d'ouvrage délégué

Il conçoit, réalise, exploite et commercialise auprès des opérateurs



Les sous-traitants ou ETR

Ils construisent du réseau et pré-raccordent les clients



Une myriade de sous-traitants : PME et TPE locales

Deux maires girondins témoignent :



À Saumos, le Très Haut Débit : un enjeu crucial pour les territoires

Valérie Charle, maire de Saumos - 545 hab.

« **Mon approche est globale et relève de l'aménagement du territoire.**

Pour une commune comme Saumos, qui cumule nombre de difficultés pour l'accès au numérique, ce n'est plus du luxe, mais un outil de développement nécessaire, d'égalité territoriale, indispensable au désenclavement des territoires ruraux, au développement de leur attractivité

et au maintien des familles au sein de la commune.

Proche de la métropole, Saumos s'inscrit dans une aire urbaine dynamique. Quelle place peut-elle prendre dans ce dynamisme économique quand les entreprises ne peuvent se connecter ? Quand les jeunes et les personnes âgées ne peuvent avoir accès aux services publics dont les

démarches sont désormais dématérialisées ? Quand la commune ne peut envisager de faire venir des médecins, des kinés, des professions para-médicales parce que le débit est trop faible ?

Je suis impressionnée par la volonté du Département, par la prise en compte de l'aménagement du territoire dont il se saisit via la couverture numérique.

Le déploiement du Plan Haut Méga aura permis à notre commune d'être écoutée, entendue. Il favorise et offre un espace de débats ainsi qu'avec la communauté de commune La Médulienne, jusqu'à revenir à l'échelle fine de la commune.

Car nous avons les mêmes devoirs que les grosses communes, mais pas les mêmes moyens. »

Contact

Mairie de Saumos
Valérie Charle, maire
Tél. 05 56 26 52 65
mairie.saumos@orange.fr



À Saint-Denis-de-Pile, le Très Haut débit va révolutionner la vie !

Fabienne Fonteneau, maire de Saint-Denis-de-Pile - 5 277 hab.

« A 40 km à peine de Bordeaux, la couverture numérique n'est pas à la hauteur du territoire, notamment pour ceux, nombreux, qui travaillent à domicile. Avec ce projet ambitieux et remarquablement négocié, le Département assure la cohésion et la solidarité territoriales. Le Plan Haut Méga va changer la face des territoires ruraux et péri-urbains. Si le service public ne jouait pas ce rôle, et le Département celui de chef de file, on attendrait encore de nombreuses années !

J'associe le numérique à l'accès à la culture, l'éducation et la formation. Et c'est en ce sens qu'on a bâti notre projet de médiathèque qui réunira également des services municipaux et intercommunaux et le centre socio-culturel. Lieu identifié pour la lecture publique, l'usage et l'apprentissage numérique, ce sera un véritable outil d'émancipation et de promotion sociale. Grâce à la compréhension du projet et la prise en compte de la couverture numérique par le Département, le projet devrait pouvoir voir le jour au printemps 2020.

Son nom : BOMA... comme un clin d'œil au MOMA, comme une Bibliothèque Originale de Médiation Artistique, ou encore comme BOMALE, nom du domaine

qui lui servira d'écrin. Situé en cœur de bourg, ouvert à tous et facile d'accès, BOMA fédèrera et valorisera notamment le travail des associations et des écoles dans une dynamique commune.

La maîtrise d'ouvrage est communale pour ce projet défini et construit dès son émergence avec la DRAC, la Région-Nouvelle Aquitaine, le Département, la CALI et la population de tout un territoire. Le Plan Haut Méga va au-delà des attentes de la commune ! »

Contact

Mairie de Saint-Denis-de-Pile
Fabienne Fonteneau
Tél. 05 57 55 44 20
secretariatdumaire@mairie-saintdenisdepile.fr



Vue d'artiste du projet par l'agence Hessamfar & Vérons

Télétravailler à Lab'Bonheur et dans la bonne humeur !

#télétravail #ressourceshumaines #innovationsociale #coworking #reproductible

Le lieu est clair, les couleurs douces, 120 m² d'espaces parfaitement définis et adaptés aux différents usages : le tiers-lieu À Lab'Bonheur, situé à Saint-Aubin-de-Médoc, donne envie de venir travailler, ou encore se détendre, échanger ou participer à des ateliers créatifs. Mots d'ordre : intergénération, mutualisation, lutte contre l'isolement, sens et cohérence. Rencontre du troisième lieu.

Entrepreneuriat social

Le groupe Synergie@venir, créé en 2015, réunit 7 agences en Gironde, compte 450 salariés et plus de 2 000 usagers, dont l'agence Aide@venir de Saint-Aubin-de-Médoc. Services d'aide et maintien à domicile des personnes âgées et en situation de handicap, garde d'enfants, ménage, gardiennage et jardinage sont ses missions... mais au-delà, l'équipe de direction veut créer un lieu inscrit dans le territoire pour lutter contre l'isolement des personnes maintenues à domicile, participer au développement local et proposer une offre complémentaire. Aussi, quand les locaux de la laverie saint-aubinoise se libèrent, l'agence investira l'espace qui sera nommé À Lab'bonheur.

Troisième lieu

Entre un espace de coworking qui comprend les bureaux de l'agence Aide@venir et les postes de travail et, derrière la porte vitrée, un espace dédié aux activités de l'association nouvellement créée, Le Labo des solidarités. Le lieu fait vivre le lien social et intergénérationnel de manière complémentaire. L'équipe est éloquente : « Le cadre de travail est exceptionnel ! Nous sommes attentifs aux énergies positives et à l'adéquation des activités qui s'y déroulent. Nous avons voulu cet endroit comme un lieu inspirant et convivial. Ce n'est pas celui du travail, ni de la détente mais un « troisième lieu », qui permet l'épanouissement des collaborateurs et favorise la mixité des publics. » C'est avec l'association que le Département a signé une convention d'occupation temporaire de locaux à usage de bureaux, car tous les vendredis, Chantal Lacotte, agent de la Direction de la communication et Caroline Grzenkowitz de la Direction des collèges du Département télétravaillent À Lab'bonheur et s'y sentent bien.

Télétravail, un véritable progrès

Chantal Lacotte a déposé une candidature auprès de la DRH. C'est ainsi qu'elle travaille désormais à distance, dotée du matériel, ordinateur et téléphone portables, fourni par le Département. La motivation principale de son choix, validé par ses responsables hiérarchiques, fut de s'épargner le trajet entre Saint-Médard-en-Jalles et Mériadeck : souvent 1h15 par trajet, dans les embouteillages.



« Aujourd'hui, je suis à 5 mn de chez moi dans un endroit agréable et calme qui favorise la sérénité. J'évite fatigue nerveuse et stress liés au trajet. Cette expérience est vraiment positive, et la qualité du travail s'en ressent ! » s'enthousiasme Chantal, soutenue dans ses propos par Caroline. La charge mentale est plus lourde chez les femmes que chez les hommes et le télétravail permet effectivement de la réduire. Ainsi, 73 % des agents de la collectivité en télétravail sont des femmes. Chantal précise : « De plus, je peux sortir du cadre de la Fonction publique territoriale, et rencontrer d'autres personnes, d'autres professions : un autre état d'esprit. » Même si elle ajoute, le regard mutin, que la connexion internet n'est pas toujours régulière !... Pour aller plus loin dans la démarche, elle aurait souhaité télétravailler deux jours par semaine, le maximum possible par personne dans le règlement départemental, mais les nécessités du service ne le permettent pas toujours. Ainsi, chaque situation est étudiée par la DRH, après concertation entre l'agent territorial demandeur et sa hiérarchie. Sérénité, nouvel élan dans le travail, efficacité et concertation : tous les ingrédients d'une démarche professionnelle positive !



Hervé Gillé, vice-président chargé des ressources humaines, de la modernisation des services et du dialogue social

Pour assurer la mise en œuvre de ses politiques, fondées sur les solidarités humaines et territoriales, donc souvent sensibles, le Département s'appuie sur une formidable ressource : celle de ses 6 551 agents qui, chaque jour, travaillent au service de la qualité de vie des Girondines et des Girondins, sur leur professionnalisme et leur sérieux. Ils sont les tout premiers ambassadeurs de notre collectivité. Il est donc essentiel d'être attentif à leur parcours et leur bien-être. Le télétravail facilite sans conteste l'articulation du temps de vie professionnel et personnel, raison pour laquelle nous avons développé les tiers-lieux adaptés et situés plus près de chez eux que leur lieu de travail habituel. Nous comptons être une collectivité exemplaire en matière d'avancées sociales. »

Le pourquoi du comment

Le Département de la Gironde a soutenu le projet du Labo des solidarités à hauteur de 19 346 euros via la Conférence des financeurs. Au Département, 287 agents pratiquent le télétravail dans :
• 43 sites d'accueil départementaux (MDSI, Pôles territoriaux de solidarité, etc.)
• 16 tiers-lieux sur les 89 identifiés au sein de la Région Nouvelle-Aquitaine en 2018/2019 via la coopérative des tiers-lieux. 32 agents départementaux y sont positionnés.

Contacts

À Lab'Bonheur
7, route de Saint-Médard
33160 Saint-Aubin-de-Médoc
Tél. 05 35 54 68 98
contact@alabonheur.fr
www.alabonheur.fr
Ouvert du lundi au vendredi de 9h30 à 18h

Département de la Gironde
Direction des Ressources Humaines
Aurélien Tchekaloff, chef du service Accueil et Temps de travail
Tél. 05 56 99 68 00
a.tchekaloff@gironde.fr

Dans le Médoc et ailleurs, lutter contre l'érosion de la biodiversité

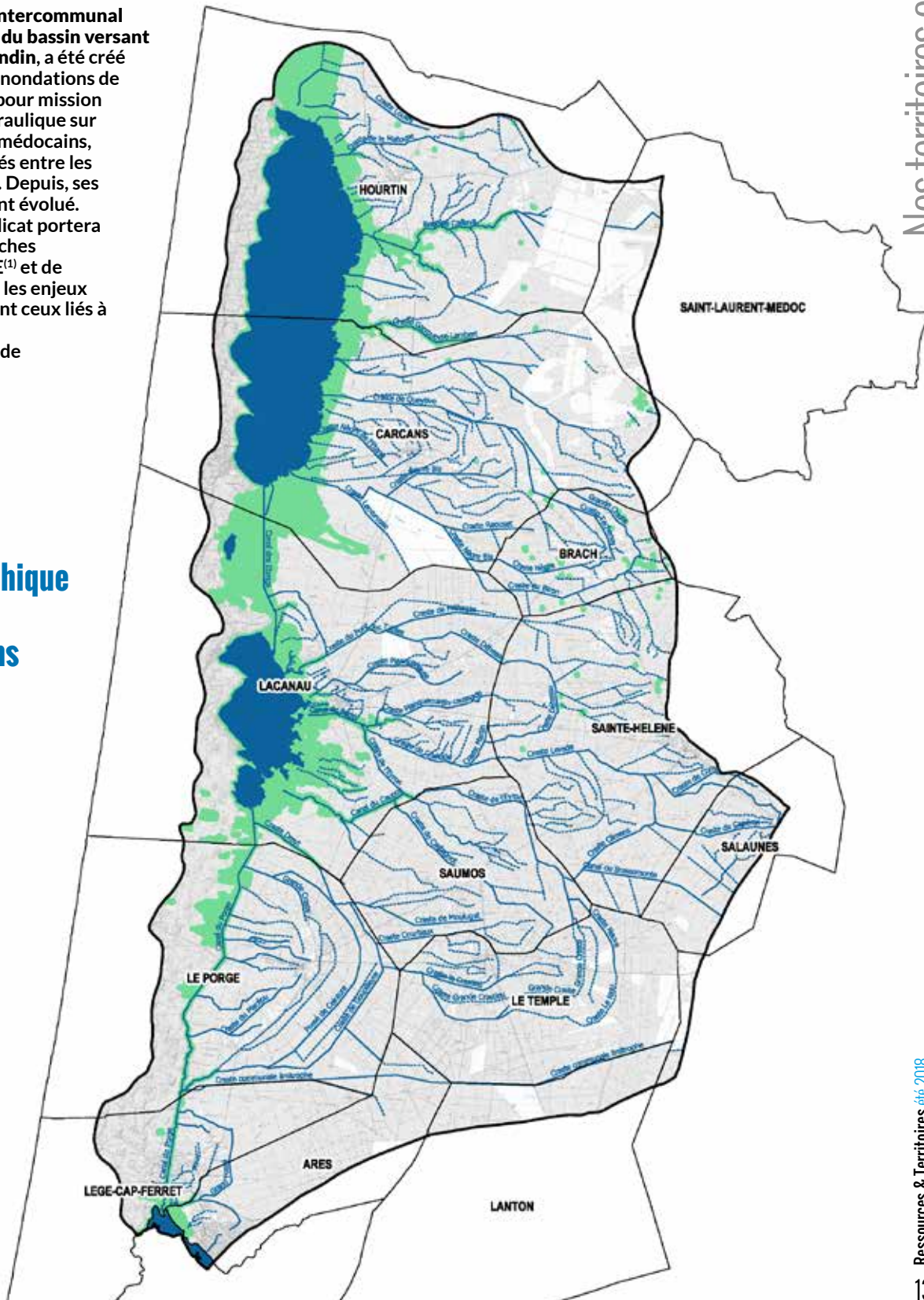
#environnement #biodiversité #préservationdesmilieux #innovation #ingenierie #reproductible

Le SIAEBVELG, Syndicat intercommunal d'aménagement des eaux du bassin versant des étangs du littoral girondin, a été créé en 1964, suite aux graves inondations de l'hiver 1960. Il avait alors pour mission d'améliorer la gestion hydraulique sur le bassin versant des Lacs médocains, avec des moyens mutualisés entre les 13 communes concernées. Depuis, ses compétences ont largement évolué. En 2001 puis 2010, le syndicat portera respectivement les démarches complémentaires du SAGE⁽¹⁾ et de Natura 2000. Aujourd'hui, les enjeux de la biodiversité ont rejoint ceux liés à l'eau. Exemple d'une délégation de compétences aboutie.

Réseau hydrographique du bassin versant des lacs médocains

Légende

- BV lacs médocains
- Réseau hydrographique
 - Lacs médocains
 - Zones humides
 - Réseau primaire
 - Réseau secondaire





Marais du Pouch, Lac de Hourtin-Carcans

Restauration du milieu...

Deux milans noirs tournent, haut dans le ciel de Carcans. Au pied du lac de Hourtin-Carcans, les œufs des vanneaux huppés sont à portée d'ailes... Nous sommes au nord du marais du Pouch, ZPENS⁽²⁾ de 10 ha récemment restaurée. Charlotte Dubreuil, chargée de mission zones humides au syndicat, explique : « Cette parcelle est un espace naturel sensible préempté par le Département de la Gironde, elle lui appartient mais est gérée par le SIAEBVELG, par une convention de gestion déléguée. À l'automne, les pins y ont été broyés parce qu'ils colonisent les zones humides, les assèchent et les ferment, ce qui a pour conséquence un appauvrissement de la biodiversité de ces sites exceptionnellement riches. » Quand le syndicat intervient contre cette principale menace des zones



humides en bordure de lacs, il suit son support de programmation pluriannuelle élaboré en 2015 : son Plan d'actions pour la préservation et la valorisation des zones humides des Lacs médocains. Le syndicat pratique ainsi du broyage ou du brûlage dirigé pour restaurer et entretenir des milieux humides ouverts et reconstituer une mosaïque d'habitats naturels propices à l'expression des diversités floristique et faunistique. Importants pour rendre compte de l'efficacité de cette gestion, des suivis de la biodiversité et des niveaux d'eau sont également effectués. Au marais du Pouch, la démarche, exemplaire, a abouti ! 6 couples de limicoles nichent aujourd'hui sur la lagune découverte, véritable indicateur de l'efficacité d'une action.

... et enjeux culturels

Les enjeux de la biodiversité sont aussi culturels. Le syndicat fait vivre les liens avec les associations actives dans la gestion de l'eau, avec les pêcheurs, les chasseurs... : une multiplicité d'acteurs qui assurent une gestion et des actions pérennes. « Les chasseurs comptent même les pieds de gentiane des marais avec nous ! » lance Charlotte, « ça les sensibilise aussi au suivi de l'impact de leur action. » Le SIAEBVELG encourage et soutient les événements où se rencontrent grand public, scolaires, associations. C'est essentiel pour toucher les habitants car ces sites naturels sont mal connus souvent du fait de leur inaccessibilité. L'équipe du syndicat réfléchit donc à l'ouverture au public de certains sites, aux aménagements pédagogiques, à des sentiers d'interprétation inscrits dans le dispositif paysage du Département... Restaurer ces espaces, c'est aussi protéger le patrimoine culturel, revaloriser les

activités traditionnelles de gemmage et d'élevage, comme dans les marais d'antan, et élaborer une gestion éco-pastorale des sites avec des races rustiques, comme la vache marine réintroduite par le Conservatoire des races d'Aquitaine, autour des Lacs médocains. Aidé par le Département, l'Agence de l'Eau et la Région, le syndicat travaille au pâturage itinérant des bêtes – moutons landais, chèvres des Pyrénées et vaches. Il n'utilise alors pas d'engins et peut ainsi animer le territoire avec le retour de la transhumance.

Un syndicat, de nombreux partenaires

Périmètre du SIAEBVELG, le bassin versant d'alimentation des Lacs médocains couvre 1 000 km², dont le lac de Lacanau et celui de Carcans-Hourtin, plus grand lac naturel d'eau douce de France. Il recouvre 11 000 ha de zones humides prioritaires du SAGE (dont 1 700 ha sont gérés par le SIAEBVELG), ainsi que 3 Réserves naturelles nationales (gérées par la SEPANSO⁽³⁾, l'ONF⁽⁴⁾ ou encore par des associations, comme ARPEGE, en partenariat avec le Département), 6 Espaces naturels sensibles et une réserve biologique. Le foncier se répartit entre les communes, le Département de la Gironde, le Conservatoire du Littoral et les propriétaires privés. Depuis la loi GEMAPI⁽⁵⁾, le syndicat regroupe désormais 4 communautés de communes : COBAN, Médoc Atlantique, Médullienne et Médoc Cœur de presqu'île. Elles adhèrent au SIAEBVELG, établissement public de coopération intercommunale, depuis janvier 2018 et lui délèguent tout ou partie de ces compétences. C'est donc

le syndicat qui diagnostique, révèle les enjeux, met en œuvre et évalue, en concertation avec les nombreux acteurs impliqués, parmi lesquels, le Département.

Préserver la ressource en eau et la biodiversité

En effet, dans le Médoc ou ailleurs, le Département joue un rôle moteur auprès d'une soixantaine de partenaires : EPCI, communes ou syndicats. La nature est un enjeu majeur localement, elle est nourricière - la campagne nourrit l'agglomération -, elle fait les paysages, les terroirs et constitue un lien social fondamental. Les élus de l'Assemblée départementale ont donc voté au dernier Budget primitif le Plan d'action départemental en faveur des milieux aquatiques (PADMA). C'est un engagement pour la biodiversité, une feuille de route pour les dix ans à venir et un cadre stratégique souple dans sa mise en œuvre, qui sécurise les partenaires locaux. La Cellule d'animation territoriale rivières et zones humides (CATERZH) a établi un diagnostic à l'échelle de la Gironde, elle a identifié et défini les grands types de milieux naturels, les richesses et les menaces, et précisé les actions concrètes à mener. Véritable cellule d'ingénierie, elle encourage les acteurs locaux à diagnostiquer leurs propres actions, les

conseille, les accompagne et les finance dans leurs réalisations, mais aussi dans la création de postes de techniciens. Les ingénieurs du Département interviennent dès l'émergence des projets, souvent à l'échelle d'un bassin versant, car c'est l'entité cohérente de la gestion de l'eau et l'échelle recherchée. La construction est multi-partenariale, (avec les porteurs de projets et les financeurs) et conjointe, comme avec le SIAEBVELG. Les demandes d'ingénierie allant croissant, la cellule va s'enrichir de deux ingénieurs en 2018.

Contacts

**Lacs médocains
SIAEBVELG / SAGE / NATURA 2000**

- **Henri Sabarot**, Président
- **Charlotte Dubreuil**, chargée de mission zones humides
- **Frank Quenault**, animateur du SAGE

2A route d'Hourtin 33121 Carcans
Tél. 06 30 47 31 72 / contact@siaebvelg.fr

**Département de la Gironde
Direction de l'Environnement
SEE/BPPN - CATERZH
e.barre@gironde.fr**

gironde.fr/nature

⁽¹⁾ SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau

⁽²⁾ ZPENS : Zone de préemption des Espaces naturels sensibles

⁽³⁾ SEPANSO : Société pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest

⁽⁴⁾ ONF : Office national des forêts

⁽⁵⁾ GEMAPI : GESTION des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations



Lac de Hourtin-Carcans



Jean Touzeau, vice-président chargé de la valorisation du patrimoine environnemental et touristique

« Le patrimoine environnemental de la Gironde est unique. Riche d'une biodiversité remarquable, le Département s'attache à valoriser et préserver les milieux naturels. La collectivité entretient ainsi plus de 4 000 hectares d'Espaces naturels sensibles et grâce à la Taxe d'Aménagement (TA) accompagne techniquement et financièrement plus de 60 partenaires locaux. Plus qu'une politique de compensation pour regagner des espaces naturels sur l'urbanisation et l'artificialisation des sols, la collectivité joue un rôle moteur et préempte, conseille et met en œuvre sa politique sur des secteurs où personne ne va. Au-delà de la création, de l'entretien ou du financement, il s'agit d'assurer la continuité écologique du Département, en essayant de garder ces milieux ouverts au public le plus possible. »

Le pourquoi du comment

Le Département de la Gironde accompagne techniquement le SIAEBVELG, tout au long de l'année, dans les réflexions pour l'émergence et l'élaboration de ses projets (ex : rédaction de cahier des charges, plan de gestion, restauration...), ainsi que dans leur mise en œuvre (ex : chantiers, suivi de la faune sauvage, etc.).

Le Département a financé le SIAEBVELG à hauteur de 26 800 euros en 2017 sur un total de 134 000 euros de travaux/ études/missions, au titre de la gestion des milieux aquatiques.

La collectivité assure une surveillance foncière sur 16 000 ha et entretient 4 138 ha d'Espaces naturels sensibles.

Les ENS, c'est :

- 62 000 personnes accueillies dans le cadre de *La nature fait son spectacle* (70 lieux de découvertes et 3 000 animations proposées)
- 6 300 collégiens sensibilisés à l'environnement notamment via les Billets courant vert
- 85 ha d'espaces naturels sensibles acquis en 2016
- 33 ENS aménagés pour l'accueil du public

Mineurs étrangers non accompagnés : les remettre à flots...



#protectiondel'enfance #solidarité #migrants #inclusion #reproductible

Ils étaient 8 000 fin 2016, ils seront 25 000 en 2018, en France. Les mineurs isolés étrangers (MIE), désormais appelés mineurs non accompagnés (MNA), confiés au service de la protection de l'enfance du Département de la Gironde, ont le plus souvent entre 15 et 17 ans. Les opérateurs de la protection de l'enfance ont donc environ deux ans - avant qu'ils ne soient majeurs - pour les accompagner dans la construction d'un parcours pérenne. À Saint-Macaire, élus et habitants se sont mobilisés pour accueillir ces jeunes isolés étrangers dans les locaux de l'ancienne gendarmerie. Récit d'une coopération sensible et réussie entre une commune et le Département via son Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille (CDEF).

Gironde, terre d'asile

Cet après-midi à Saint-Macaire (2 200 hab), les boulistes ont investi la place. En face, les dessins réalisés par les jeunes fraîchement arrivés dans la commune, sont collés sur les vitres de l'ancienne gendarmerie. Deux d'entre eux s'avancent : « Jouer au foot ! » lancent-ils dans un français approximatif, un large sourire barrant leur visage. Ils légitiment simplement leur sortie du centre d'accueil auprès de la responsable qui les encourage. Ils sont arrivés le 22 mars dernier, comme les 18 autres garçons du même âge et ils seront bientôt 24. Ceux-là ont déjà été évalués « mineurs non accompagnés » par les premiers services qui les ont reçus, et l'avis a été confirmé par le juge des enfants qui a délivré une ordonnance de placement. Ces mineurs parvenus en France sans leurs parents et sans adulte titulaire de l'autorité parentale sont, soit arrivés directement en Gironde, soit par la cellule nationale pour la répartition des mineurs étrangers par département. Des objectifs de répartition « proportionnée » des mineurs, privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille, sont ainsi fixés chaque année par le ministre de la justice par une clé de répartition propre à chaque département, pour l'année civile en cours. Les clés de répartition évoluent peu : avec un taux de 2,61% en

2017, la Gironde est le 4^e département à accueillir des MNA, après notamment le Nord et les Bouches-du-Rhône.

Petit lieu en ébullition

À Saint-Macaire, ce sont 21 professionnels qui s'affairent dans la nouvelle structure : de la maîtresse de maison à la psy en passant par le cuisinier qui installe les fourneaux en inox flambant neuf !

Les 6 appartements, jusqu'ici logements de fonction des gendarmes regroupés désormais à Toulonne, sont occupés par les 18 garçons et les bureaux des professionnels du CDEF, décentralisés. Un joyeux capharnaüm rassurant encore à meubler, repeindre et décorer. Alors qu'une dizaine d'entre eux est partie jouer au foot, deux jeunes se confient.



Centre d'accueil MNA à Saint-Macaire



Jeune du centre d'accueil MNA à Saint-Macaire

En France depuis octobre 2017, ils sont passés par Andernos et se posent enfin, à Saint-Macaire. MD-Jibon a emprunté voiture, avion, et bus pour parcourir le chemin qui l'a mené du Bangladesh à Paris en passant par l'Inde, la Russie et la Lituanie. Luka, lui, a voyagé dans un camion de Géorgie jusqu'à Toulouse. Ils sont conciliants : « c'est mieux de parler, dit MD dans un Français peu assuré, au moins ce qui sera écrit, sera juste ! ». Il explique aussi, motivé, qu'il va au collège et que son ambition est de devenir cuisinier. D'ailleurs, il va entrer en apprentissage.

Macariens presque comme les autres

Parce que c'est là que les petites structures adaptées et territorialisées font des miracles ! Ces jeunes sont pour la plupart scolarisés ou en stages. Ils découvrent un mode de vie collectif où l'on s'occupe d'eux individuellement, où l'on soigne leurs blessures – au propre comme au figuré. Ils font aussi connaissance avec le monde du travail, affinent leurs choix et leurs désirs dans un environnement local bienveillant. Depuis leur arrivée, les Macariens, viennent leur rendre visite, chacun leur tour. Les habitants proposent leurs services, les rencontres se font, l'altérité est respectée et les craintes éventuelles disparaissent pour faire place à une véritable entraide. Tout est encore à construire à Saint-Macaire, « mais ça va vite ! » assure Julien Monperrus, responsable du dispositif MNA au CDEF. Un éducateur sportif et un animateur culturel y travaillent déjà, relient les réseaux locaux,

Enfance en danger

Le Département doit accueillir et prendre en charge l'afflux de jeunes étrangers dont la minorité est avérée, dans le giron de l'aide sociale à l'enfance (ASE). Les Maisons d'enfants à caractère social (MECS), le CDEF, les familles d'accueil, les associations... tous les acteurs de la protection de l'enfance ont ainsi été sollicités pour absorber ces demandes. Le Président du Département, Jean-Luc Gleyze, est légalement responsable de l'ensemble des enfants confiés, et la collectivité a décidé de donner les moyens et un cadre à ces mineurs, qui soient identiques au public habituel de l'ASE. Julien Monperrus continue : « Les missions du CDEF sont d'accueillir, d'évaluer et d'orienter. Le travail individuel effectué avec chaque mineur

n'est pas envisageable dans l'urgence, les jeunes doivent pouvoir se poser. » Et il ajoute : « Ils ont souvent connu 6 à 7 services différents avant d'être orientés vers des structures adaptées et de pouvoir s'installer et travailler à l'inclusion sociale. »

Face à l'urgence

Initialement, ces jeunes ont été accueillis dans des foyers dits classiques. Quand le flot d'arrivées n'a cessé de grossir, le Département a revu le dispositif d'accueil, notamment pour ne pas mettre en péril les équipes éducatives, car ces jeunes exilés connaissent des difficultés et des besoins différents des jeunes Français confiés à l'ASE. Le choix a alors été fait de créer de petites unités pour regrouper les MNA au même niveau de parcours, avec un encadrement de

professionnels adaptés à leurs problématiques : scolarisation, socialisation, aptitude et apprentissage, soins, autonomie et projets professionnels pour ces mineurs qui ont pu rencontrer détentions, tortures, clandestinité, noyades, décès, réseau de prostitution, dans leur pays d'origine ou tout au long de leur voyage. Désormais, ils sont entourés d'éducateurs mais aussi de médecins soutenus par des infirmières, des psychologues, assistants sociaux, animateurs sportifs ou sociaux culturels, professeurs d'alphabétisation, et des veilleurs de nuit pour assurer le fonctionnement de ces lieux 24h/24h. Depuis juillet 2017, 83 agents ont été recrutés au CDEF, autrement dit 13 métiers différents, pour accompagner ces jeunes dans leur parcours de vie.



Emmanuelle Ajon, Vice-présidente chargée de la promotion de la santé et de la protection de l'enfance

« Ces jeunes mineurs dépourvus d'autorité parentale ont été confiés au Département de la Gironde par l'autorité judiciaire. Sur le territoire, aucun mineur, quel qu'il soit, ne peut vivre isolé. En effet, ils ne relèvent pas seulement du droit des étrangers, ils dépendent aussi, et surtout, du droit des enfants. Les mineurs étrangers ont les mêmes droits qu'un enfant français en danger. On se doit de les protéger et de les accompagner, notamment dans leur éducation pour leur permettre d'acquérir un savoir de base. Certains seront même très rapidement en intégration professionnelle. Nous parions aussi sur une intégration dans la vie associative locale. Par expérience, ces jeunes ont une volonté d'inclusion incroyable ! »

Le pourquoi du comment

Le Département réaffirme son engagement à respecter la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989 en assurant l'accueil de ces jeunes confiés, au même titre que tous les enfants en danger dont il a la responsabilité.

- Le budget de l'aide sociale à l'enfance s'élevait en 2016 à 195 millions d'euros ; en 2017 à 204 millions d'euros et au BS 2018, le budget atteint 220 millions d'euros.
- 6 structures supplémentaires ont ouvert ou vont ouvrir en Gironde.
- L'accueil est assuré par le CDEF (4 centres pour 120 jeunes) ou délégué à des associations expérimentées : Emmaüs, Don Bosco, ADGESSA, Quancard, Rénovation, Le Prado.
- Une motion pour un engagement plein et entier de l'Etat en faveur de l'accueil des mineurs non accompagnés en France a été présentée lors de la séance plénière départementale du 5 avril 2018 : gironde.fr/actualites

Contacts

Département de la Gironde
Direction de la Protection de l'enfance
Grégory Mellouet, responsable du bureau des MNA
Tél. 05 56 99 33 33
gregory.mellouet@gironde.fr

CDEF
Julien Monperrus, responsable du dispositif MNA
21, avenue de l'Hippodrome
33320 Eysines
Ouvert 24h/24h
Tél. 05 56 16 11 60
j.monperrus@gironde.fr

Centre d'accueil MNA de Saint-Macaire
Sarah Dirrig, chef du service
3, place Tourny
33490 Saint-Macaire
Tél. 06 17 34 34 16

Mairie de Saint-Macaire
Philippe Patanchon, maire
8, allée des tilleuls
33490 Saint-Macaire
Tél. 05 56 63 03 64
contact@saintmacaire.fr

gironde.fr/protection-enfance

Actualités réglementaires

Administration

Marchés publics et privés de travaux : analyse comparée
Ces marchés sont soumis à des régimes juridiques distincts mais un rapprochement de ceux-ci sont en train de s'opérer.
Contrats publics - 01/04/2018 n° 186 - p.17-74
Auteurs : Rachel Cattier, Laurent Sery, Peter Rosher

La réglementation des marchés publics 2018 - Annotée et commentée
Nouveaux textes, conseils, points-clés, jurisprudences...
Cahier détaché Gazette des communes (la) 19/03/2018 - n° 2407 - 1-114 pages
Auteurs : Jean-Marc Joannès et Jérôme Michon

Marchés publics – Un guide pour les novices
www.lemoniteur.fr/osezlaCP
<https://www.lemoniteur.fr/article/un-guide-exhorte-les-pme-a-oser-la-commande-publique-35443113>

Association - commande publique – Menu du jour
Rappel des nouvelles règles de la commande publique ; Contrats réservés et secteur associatif ; la concurrence, dans le secteur socio-éducatif, entre les associations et les sociétés commerciales ; nouvelles règles d'occupation du domaine public et associations.
Jurisassociations - 01/04/2018 n° 576 - p.14-33
Auteurs : Stéphanie Damarey, Erwan Royer, Brigitte Clavagnier

Communication

Couverture numérique des territoires : la très forte attente des usagers
En France, près d'un million d'habitants et quelque 10 000 communes ne disposent pas actuellement de la couverture 4G. Par ailleurs, si la fibre se développe, celle-ci est loin d'être la norme. Une situation d'inégalité territoriale à laquelle le Plan Très Haut Débit entend remédier.
Revue des collectivités locales - 03/2018 - n° 490 - p. 30-35
Auteur : Chloé Consigny

Les 10 ingrédients d'une stratégie de communication efficace
Comment choisir les outils de communication les plus intéressants pour son association ?
Associations mode d'emploi 01/03/2018 - n° 197 - p.24-25
Auteurs : Nadège Meurisse et Amélie Ducorney, Agence Ayin

Culture

Que peut apporter l'intercommunalité culturelle ?
Le choix de transférer ou non la compétence culture est avant tout un choix politique.
Lettre du cadre territorial (la) 01/02/2018 n°515 - p.72-73
Auteur : François Deschamp

Économie

Développement économique. Les collectivités et le bail rural
Gazette des communes (la) 16/04/2018 - n° 2411 - p.61
Auteur : Nathalie Levray

Environnement

Prévention des inondations
Les assouplissements de la compétence Gemapi expliqués
Note du 3 avril 2018 – NOR : INTB1804185J
Moniteur (le) - 20/04/2018 n° 5972 - p.94

Le législateur rebat les cartes à quelques jours de l'échéance légale. Le législateur a décidé, fin 2017, d'atténuer les dispositions de la loi sur la compétence eau.
Lettre du cadre territorial (la) 01/02/2018 n° 515 - p.56-58
Auteurs : Floriane Tabarly, Meggane Bonato

Dossier - S'y retrouver dans les méandres de la gestion de l'eau
L'enjeu clé derrière les évolutions institutionnelles des compétences de l'eau est celui du financement.
Gazette des communes (la) 12/03/2018 - n° 2406 - p.30-38
Auteur : Gaëlle Ginibrière

Qualité de l'air
Le 1^{er} article traite du rôle et des outils des élus et le second donne des conseils pour améliorer la qualité de l'air intérieur.
Maires de France - 28/02/2018 n° 354 - p.34-39
Auteur : Fabienne Nedey
Techni.cités - 01/04/2018 n°312 - p.38-39
Auteur : Jean-Paul Stéphan
Maires de France - Télécharger l'article - 2018-02-28

Espaces verts
Guide du fleurissement aux espaces verts, pour une commande publique raisonnée en aménagements paysagers
Publication du guide par L'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF) et VAL'HOR (les professionnels du végétal)
VALHOR - Guide - 2017-12-14 https://www.valhor.fr/fileadmin/A-Valhor/Valhor.../VALHOR_Guide_AMF_2017.pdf

Santé - social

Prise en charge des mineurs non accompagnés
Fiche juridique - Les enfants étrangers privés de la protection de leur famille relèvent désormais de la catégorie des mineurs non accompagnés (MNA).
Gazette des communes (la) 19/03/2018 - n° 2407 - p.35
Auteur : Nathalie Levray

Désert médical : la piste des centres de santé
Courrier des maires (le) 01/04/2018 - n°322 - p.46-47
Auteur : Catherine Maisonneuve

Prévention de la légionellose : les obligations par type d'installation et d'établissement
Fiche mise à jour au 31/01/2018
Ministère des Solidarités et de la Santé
<http://solidarites-sante.gouv.fr/soins-et-maladies/maladies/maladies-infectieuses/article/prevention-de-la-legionellose-les-obligations-par-type-d-installation-et-d>

Travail

Comment fait-on pour mettre en place le télétravail dans les services ?
Sa mise en œuvre doit être bien menée.
Journal des maires 01/09/2017 n° 9 - p.50-51

Développement local – Animation et réseau, le duo gagnant des tiers-lieux
Ce projet doit reposer sur une communauté de professionnels et bénéficier d'une animation.
Gazette des communes (la) 12/02/2018 - n° 2402 - p.62-63
Auteur : Gaëlle Ginibrière

Urbanisme

Optimiser les usages des bâtiments publics
Dossier. Pourquoi concevoir un espace multi-usage ? Comment concilier les normes et les usages ?
Techni.cités - 01/04/2018 n°312 - p.15-20
Auteur : Julie Lallouët-Geffroy

Pour plus d'informations liées à ces articles

Contact

Direction de la Documentation
05 56 99 33 33 poste 59-72
dgac-pcdd-ddoc@gironde.fr

Chaque mois, retrouvez une sélection d'informations réglementaires en ligne : gironde.fr/les-reperes



GIRONDESCOPIE

LA BOÎTE À OUTILS DES TERRITOIRES

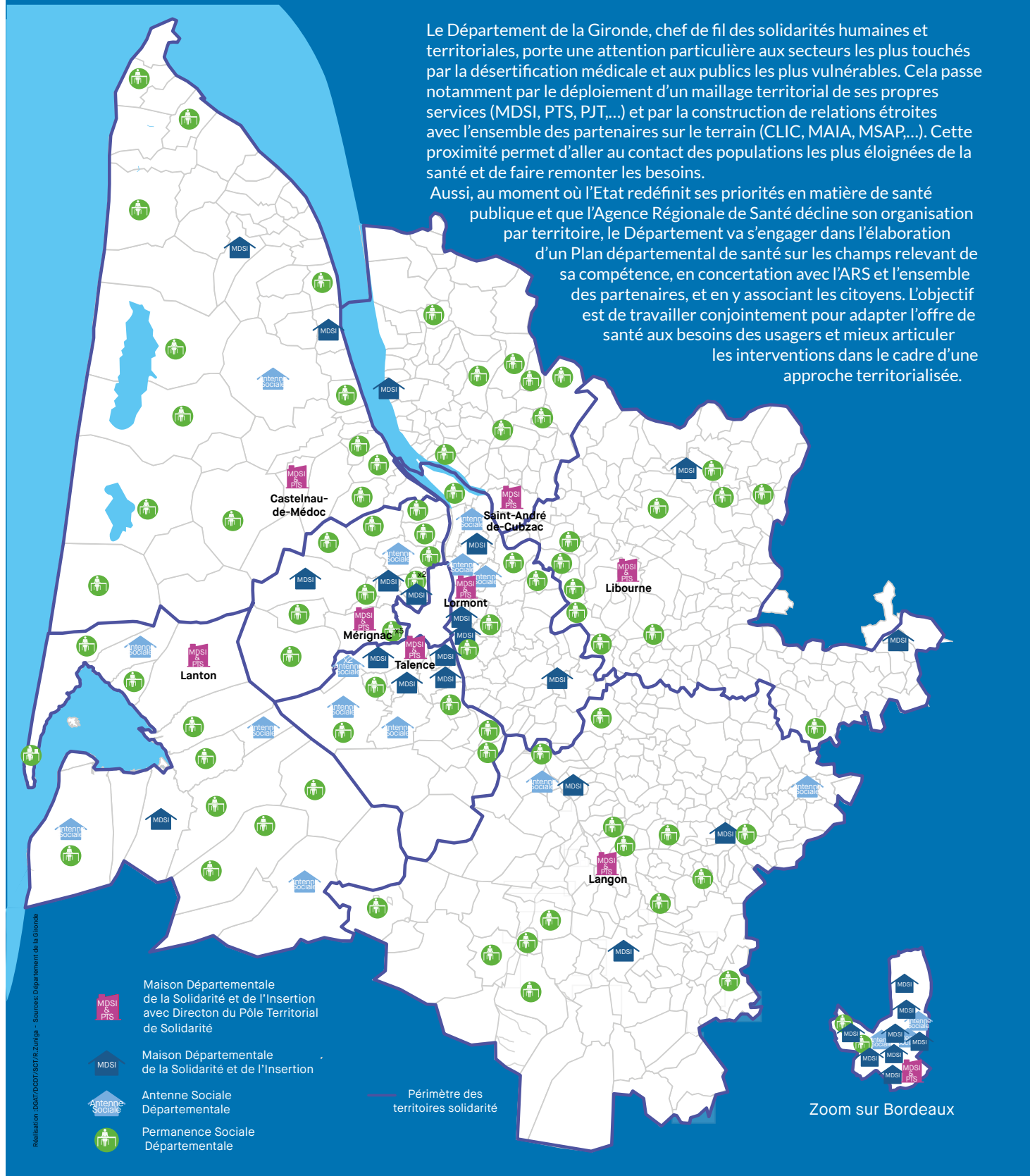
WWW.GIRONDESCOPIE.FR

Contact
Département de la Gironde
Direction des coopérations et du développement des territoires
Rodolphe Zuniga, *chef de projets observation et prospective*
Tél. 05 99 33 33 – poste 64 44 / r.zuniga@gironde.fr

Vers un plan départemental de la santé

Le Département de la Gironde, chef de fil des solidarités humaines et territoriales, porte une attention particulière aux secteurs les plus touchés par la désertification médicale et aux publics les plus vulnérables. Cela passe notamment par le déploiement d'un maillage territorial de ses propres services (MDSI, PTS, PJT,...) et par la construction de relations étroites avec l'ensemble des partenaires sur le terrain (CLIC, MAIA, MSAP,...). Cette proximité permet d'aller au contact des populations les plus éloignées de la santé et de faire remonter les besoins.

Aussi, au moment où l'Etat redéfinit ses priorités en matière de santé publique et que l'Agence Régionale de Santé décline son organisation par territoire, le Département va s'engager dans l'élaboration d'un Plan départemental de santé sur les champs relevant de sa compétence, en concertation avec l'ARS et l'ensemble des partenaires, et en y associant les citoyens. L'objectif est de travailler conjointement pour adapter l'offre de santé aux besoins des usagers et mieux articuler les interventions dans le cadre d'une approche territorialisée.



Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion avec Directon du Pôle Territorial de Solidarité

Maison Départementale de la Solidarité et de l'Insertion

Antenne Sociale Départementale

Permanence Sociale Départementale

— Périmètre des territoires solidarité

Zoom sur Bordeaux



Christophe Guénon, paysan à Léognan

« Quand je serai grand, je serai agriculteur ! »

Christophe Guénon, jeune girondin de 31 ans, se définit comme un paysan. Sa ferme se situe sur la commune de Léognan (9 912 habitants) : 13ha d'enclave résistante, encerclés par un lotissement, comme un village gaulois. Au bout d'un chemin encore boueux d'un printemps retardé, assis sur un tas de bûches, il s'est confié, sous l'œil des génisses allongées dans le pré d'à côté. Une imagination intarissable, des convictions bien ancrées, des racines et des ressources, Christophe a la tête dans ses rêves et les pieds dans la réalité, celle de la terre et des bêtes.

Une histoire familiale

Six générations se sont succédé dans cet ancien monastère devenu ferme. « Aussi loin que je me souviens, j'ai toujours voulu garder la ferme ! Quitte à faire des sacrifices, comme ma famille avant moi. »

Ce que nous raconte l'éleveur ce matin-là, au milieu des chênes millénaires et des séquoias, est une véritable histoire de famille et de transmission de patrimoine, de petites histoires dans la grande, et de savoir-faire.

Il y a cinq ans, Christophe Guénon s'est lancé dans le programme de sauvegarde de la race Bordelaise avec le soutien du Conservatoire des Races d'Aquitaine. Son troupeau initial de 3 bêtes en compte désormais 32. C'est le troupeau le plus important de cette race rustique, jusque là en voie d'extinction, qui lui a valu le deuxième prix de la Fondation du patrimoine et CEVA au Salon International de l'Agriculture à Paris, cette année. Mais c'est la production

de maraîchage bio, valorisé en vente directe, qui a permis le développement de son activité d'élevage.

Work in progress

Une serre pour commencer, entièrement détruite par la tempête Klaus en 2009, puis deux... jusqu'à six aujourd'hui, autrement dit, 1 500 m² de serres froides et 5 000 m² de cultures en plein-champs, remplies de légumes de saison, plantés, entretenus et récoltés à la main. Résultat : 42 familles clientes à l'AMAP de Léognan depuis 2011 et de nombreux habitués qui se pressent au marché des Capucins depuis 2010.

Et pendant que les légumes poussent en alternance sur les terres sableuses, le troupeau lui, ne cesse de se développer. En ce moment, Christophe s'occupe jalousement d'un jeune taureau d'un an qui va bientôt pouvoir se reproduire, sous l'œil vigilant et selon le planning d'accouplement des techniciens en génétique du Conservatoire.

« Je n'exploite ni la terre, ni les gens ! Je refuse le modèle industriel mais je sais que j'ai les mêmes responsabilités qu'un chef d'entreprise. Je ne prends pas de risques inconsidérés. »

D'avril à novembre, les bêtes pâturent en bord de Garonne à Cadaujac, dans 47 ha de prairies appartenant au Département et classées Natura 2000. Christophe favorise une culture extensive de ces parcelles fragiles, le maintien de

la diversité biologique et l'intérêt paysager du marais. Ainsi, le cahier des charges de la convention d'occupation départementale est parfaitement respecté. C'est aussi là-bas que Christophe fait les foin jusqu'au petit matin en été, et pour boucler la boucle, récupère le fumier, parfait engrais naturel

pour le maraîchage bio : de l'intérêt de la race locale dans l'écosystème !

Tout le monde met la main à la pâte dans la famille, aidée par une équipe d'une dizaine de stagiaires par an, en majorité Girondins. Le plus souvent ingénieurs agronomes, ces jeunes sont convaincus par le cercle vertueux de l'agriculture raisonnée. Ils ont soif de maîtriser la chaîne de production et de valeurs défendue et transmise avec passion par Christophe. Et si l'élevage continue à se développer, Christophe pourra recruter une personne pour le maraîchage !

Une autre agriculture est possible

Son savoir-faire, Christophe l'a acquis lors d'une reconversion professionnelle : de l'hôtellerie à la responsabilité d'une exploitation agricole, formé à Blanquefort. Il devient alors aide familial dans la ferme des parents pour la reprendre en janvier 2010. Citoyen impliqué dans la vie de sa commune et passionné par son territoire et son histoire, il bataille pour garder ses terres en zone agricole : résister, c'est un peu dans les gènes familiaux ! Et Christophe ne ménage pas sa peine pour conserver la ferme à taille humaine. « Je ne suis pas un exploitant agricole ! s'enflamme-t-il. Je n'exploite ni la terre, ni les gens ! Je refuse le modèle industriel mais je sais que j'ai les mêmes responsabilités qu'un chef d'entreprise. Je ne prends pas de risques inconsidérés. »

Par exemple, cette année, il construit un bâtiment pour stocker le matériel, le foin et réaliser une stabulation pour les bêtes. Il attendra que les emprunts soient amortis pour démarrer ses autres projets, en sécurité.

Un jour, les hélices immergées du moulin de la Roudet avec ses fondations du XIII^e siècle, tourneront ! Il se l'est promis. La ferme sera autonome, en polyculture, et créera de l'énergie verte. Christophe avance simplement à son rythme et n'a pas la folie des grandeurs ! Et si le vent est son principal ennemi, le temps est son allié.

Au fond, ce qui l'anime est la relance des éleveurs-paysans, ceux qui travaillent autrement. Et c'est en bonne voie : ils sont aujourd'hui 6 éleveurs en Nouvelle-Aquitaine à développer la race Bordelaise.

Le Département a attribué près de 22 000 euros d'aides depuis l'installation de C. Guénon, la production de maraîchage en agriculture biologique et l'élevage de vaches de race Bordelaise.

Une nouvelle convention est en cours de signature entre le Département et la ferme pour agrandir la surface d'occupation des terrains de Cadaujac à 60 ha.

Contact

La ferme Du Domaine de Bagatelle
Avenue de la Duragne 33850 Léognan
Tél. 06 22 70 18 87
[www.facebook.com/La-Ferme-Du-Domaine-De-Bagatelle-Christophe-Guénon](https://www.facebook.com/La-Ferme-Du-Domaine-De-Bagatelle-Christophe-Gu%C3%A9non)